

ÉVALUATION DE LA VULNÉRABILITÉ À L'EXTRÉMISME VIOLENT AU SAHEL



GCERF

Global Community Engagement
and Resilience Fund





GCERF

Global Community Engagement
and Resilience Fund

www.gcerf.org



Table des matières

Introduction	2
Conceptualisation de la vulnérabilité à l'extrémisme violent dans la région du Sahel	4
Méthodologie	5
Élaboration de l'outil, taille de l'échantillon et analyse des données	6
Déroulement de l'enquête.....	7
Champ d'étude et limitations	8
Symposium régional.....	9
Conclusions.....	10
Corrélation avec la vulnérabilité à l'extrémisme violent	15
Implications de l'étude	17
Prochaines étapes	18
Annexe 1 :.....	20
Facteurs personnels et psychologiques.....	20
Valeurs familiales et opinions en matière d'éducation	20
Convictions religieuses et idéologiques.....	20
Perception de l'environnement politique et de gouvernance	20
Bien-être et perspectives socio-économiques	21

Introduction

Depuis 2015, la région du Sahel est devenue le premier point chaud d'activités extrémistes violentes en Afrique subsaharienne, avec un nombre de morts qui double chaque année¹. Rien qu'en 2019, 700 épisodes violents ont été recensés, faisant 2 000 morts. La majorité de ces atrocités sont le fait du Front de libération du Macina (FLM), de l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) et d'Ansarul Islam².

Face à cette situation, le Fonds mondial pour l'engagement de la communauté et la résilience (en anglais Global Community Engagement and Resilience Fund, GCERF) a engagé un dialogue avec des acteurs nationaux et régionaux afin de définir son rôle au Sahel. Au niveau des États, des discussions stratégiques et programmatiques ont été menées avec des représentants compétents du Burkina Faso, du Mali et du Niger, au sein de ces pays et à Genève. Au niveau régional, le dialogue noué avec le Secrétariat du G5 Sahel a conduit à l'adoption d'un protocole d'accord entre le G5 Sahel et le GCERF. Ce protocole définit différents domaines de collaboration entrant dans le cadre de la Stratégie pour le développement et la sécurité du G5 Sahel et des programmes d'investissements prioritaires qui y sont attachés.

Afin de stabiliser la situation au Sahel, le GCERF s'est déjà engagé à verser 6,7 millions de dollars US à six consortiums situés au Burkina Faso, au Mali et au Niger. D'autres processus d'octroi de financement sont également en cours dans ces trois pays. Les programmes actuellement mis en œuvre ont été lancés entre janvier et mai 2022, dans l'objectif global de réduire le risque de vulnérabilité et de développer la résilience à l'extrémisme violent.

En amont de leur mise en œuvre, une évaluation de départ avait été réalisée afin de fixer des indicateurs et des points de référence, établissant ainsi un cadre de suivi-évaluation des pratiques. Les résultats de cette évaluation offrent un aperçu de la situation actuelle des communautés auprès desquelles seront menées de futures évaluations afin de déterminer la contribution du GCERF.

¹ Le Roux, P., « Répondre à l'essor de l'extrémisme violent au Sahel ». *Bulletin de la sécurité africaine*, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2020/01/ASB36FR-Repondre-a-l%E2%80%99essor-de-l%E2%80%99extremisme-violent.pdf>.

² Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED).



GCERF

Global Community Engagement
and Resilience Fund

www.gcerf.org



Conceptualisation de la vulnérabilité à l'extrémisme violent dans la région du Sahel

La vulnérabilité à l'extrémisme violent dans la région du Sahel est définie comme la probabilité que des personnes soient influencées par des idéologies extrémistes et participent à des actes de violence extrême³. Cette vulnérabilité est évaluée comme le résultat d'un ensemble de facteurs complexes et pluridimensionnels, notamment socio-économiques, politiques, psychologiques et culturels⁴. Dans cette étude, nous montrons que le manque croissant de perspectives économiques et éducatives, les taux élevés de chômage, l'instabilité politique et la dégradation du climat de gouvernance tendent à créer un sentiment de frustration, de désespoir et de détresse chez les individus et au sein des communautés dans leur ensemble⁵. Or ces différents facteurs sont connus pour rendre les populations plus réceptives aux messages et aux promesses de groupes extrémistes violents.

Une autre dimension importante considérée comme un facteur de vulnérabilité à l'extrémisme violent est le rôle de la religion et de la culture. La méconnaissance des différentes croyances et cultures qui coexistent au Sahel est à l'origine de préjugés et de discriminations⁶, qui sont exacerbés par des conflits et des tensions sociales historiques. D'après les données probantes disponibles, ces tensions historiques expliquent pourquoi différentes communautés de la région se disputent aujourd'hui le pouvoir et les ressources⁷. Les groupes extrémistes violents se servent de ces tensions afin de justifier leurs actions par

³ Stephens, W., Sieckelinck, S. et Boutellier, H., « Preventing violent extremism: A review of the literature ». *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 44, n° 4, 2021, p. 346-361.

⁴ Apau, R., « Terrorism, Violent Extremism and Insurgency in the Sahel Region: An Assessment ». *On Terrorism*, 2019, p. 1.

⁵ <https://www.ungeneva.org/en/news-media/news/2023/02/77623/lack-jobs-main-driver-violent-extremism-sub-saharan-africa-undp>.

⁶ Nikkilä, E., « The role of religion in the prevention of violent extremism in the Sahel: A case study of ECOWAS and the G5 Sahel ». 2022.

⁷ Le Roux, P., « Répondre à l'essor de l'extrémisme violent au Sahel ». *Bulletin de la sécurité africaine*, 2019.

Disponible à l'adresse suivante : <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2020/01/ASB36FR-Repondre-a-l%E2%80%99essor-de-l%E2%80%99extremisme-violent.pdf>.

la défense d'une communauté, d'une religion ou d'un groupe ethnique donné⁸, suscitant ainsi un appel croissant à la solidarité auprès de sympathisants potentiels.

Cette analyse permet de conclure que la vulnérabilité à l'extrémisme violent ne peut être comprise qu'au moyen d'une approche socio-écologique intégrée qui tienne compte de **facteurs à la fois individuels et communautaires**. Ce souci d'intégration a orienté l'analyse documentaire présentée dans le cadre de l'élaboration de l'outil (voir la méthodologie).

Méthodologie

L'évaluation du degré de vulnérabilité à l'extrémisme violent représente une tâche complexe. Si certains outils existent, la plupart ont été élaborés dans des contextes occidentaux, ce qui les rend inapplicables aux contextes de l'Afrique subsaharienne. Par exemple, l'outil Building Resilience Against Violent Extremism (« Développer la résilience à l'extrémisme violent ») ou BRAVE a été élaboré et validé auprès de jeunes issus de minorités au Canada et en Australie.

Le GCERF a donc souhaité mener des recherches afin d'élaborer et de valider un outil adapté au contexte et fondé sur des techniques efficaces, pour mesurer le phénomène de l'extrémisme violent dans la région du Sahel. Une analyse documentaire approfondie a permis de recenser 28 facteurs indépendants de vulnérabilité à l'extrémisme violent⁹. Ces facteurs ont été classés en cinq grandes catégories :

- problèmes personnels et psychologiques ;
- valeurs familiales et opinions en matière d'éducation ;
- bien-être et perspectives socio-économiques ;
- perception de l'environnement politique et de gouvernance ;
- convictions religieuses et idéologiques.

⁸ Finkel, S. E., McCauley, J. F., Neureiter, M. et Belasco, C. A., « Community violence and support for violent extremism: Evidence from the Sahel ». *Political Psychology*, vol. 42, n° 1, 2021, p. 143-161.

⁹ Des données sur la résilience à l'extrémisme violent ont également été collectées, mais l'outil est toujours en cours d'élaboration et une analyse de ces données est en cours.

De vastes consultations ont ensuite été menées avec des partenaires et des collaborateurs locaux sur le terrain afin de valider ces facteurs de vulnérabilité, dont le nombre a été réduit à 25 (contre 28 initialement). Ces 25 facteurs, classés en cinq catégories, sont présentés à l'annexe 1 (à la fin de ce document).

Élaboration de l'outil, taille de l'échantillon et analyse des données

Chaque facteur a été transposé sous la forme d'une phrase déclarative. Les participants étaient invités à indiquer dans quelle mesure ils étaient d'accord ou non avec chaque affirmation, à l'aide d'une échelle de Likert allant de 1 (pas du tout d'accord) à 5 (tout à fait d'accord). Afin de calculer l'indice de vulnérabilité à l'extrémisme violent, tous les scores obtenus ont ensuite été additionnés puis divisés par le nombre total de répondants. L'indice de vulnérabilité propre à chaque grande catégorie a également été calculé, en additionnant les scores obtenus dans chaque catégorie puis en divisant le résultat obtenu par le nombre de personnes ayant répondu à ces questions spécifiques. L'outil ne définit pas de seuils permettant de déterminer qu'un individu est à risque, mais des scores élevés peuvent indiquer une vulnérabilité potentielle aux facteurs qui prédisposent les individus à l'extrémisme violent.

Une stratégie d'échantillonnage en deux temps a été appliquée : échantillonnage par grappes, puis échantillonnage aléatoire simple. Dans chaque pays, l'étude a été menée dans des zones où le GCERF est présent, et le ciblage des lieux spécifiques où serait menée l'évaluation a été effectué par échantillonnage aléatoire de la population. Plusieurs paramètres statistiques ont été utilisés pour déterminer la taille de l'échantillon (en particulier l'intervalle de confiance, la distribution des réponses de la population et le niveau de confiance souhaité), au regard de la population de chaque commune. Le niveau de confiance souhaité était de 95 %, avec une marge d'erreur de 0,03 et une distribution des réponses de 50 %. À partir de ces paramètres, 4 090 personnes ont été sélectionnées pour participer à l'enquête dans les différents pays.

Des moyennes et des écarts types ont été calculés pour chaque facteur, ainsi que pour le score total (ce dernier étant assimilé, dans le cadre de cette étude, au degré de

vulnérabilité à l'extrémisme violent). L'analyse de la variance (ANOVA) a été utilisée pour comparer les moyennes des trois pays et pour déterminer le niveau de signification statistique ($p \leq 0,05$).

L'ensemble de l'étude se fondait sur des principes éthiques et tous les participants ont donné leur consentement éclairé avant de répondre au questionnaire d'enquête.

Déroulement de l'enquête

Une approche participative a été adoptée pour travailler avec les bénéficiaires de financements du GCERF dans chaque pays, à savoir au Mali (2), au Burkina Faso (2) et au Niger (2).

À la suite d'une première réunion générale, les outils ont été partagés avec chacun des partenaires, qui ont été invités à valider lesdits outils après les avoir testés auprès de leurs communautés locales. À l'issue de ces tests préalables, une nouvelle réunion générale a été organisée afin de modifier l'outil pour l'adapter à chaque partenaire. Durant ce processus, certaines questions ont été retirées ou ont été reformulées dans une optique d'adaptation culturelle.

Les questionnaires ont été encodés dans un outil électronique de collecte de données, KoboToolbox, qui s'est avéré très utile pour limiter les risques d'erreurs lors des opérations de saisie et de collecte de données sur le terrain. Si la plupart des partenaires étaient en capacité de s'acquitter de cette tâche, d'autres en revanche avaient besoin d'aide pour y parvenir. Le GCERF a répondu à ce besoin en instaurant un mécanisme de soutien entre pairs. Cette formation a été utilisée comme une occasion supplémentaire de tester à nouveau l'outil en amont de son déploiement



Champ d'étude et limitations

L'étude s'est concentrée sur des régions spécifiques du Burkina Faso (régions du Sahel et du Nord), du Mali (Ansongo, Koro et Bankass dans les régions de Gao et de Mopti, et la région de Ménaka) et du Niger (région de Tillabéri). Il importe de noter que chaque fois que l'un de ces pays est mentionné dans le document, **il est fait référence aux zones spécifiques susmentionnées et non au pays dans son ensemble**, ce qui constitue par défaut une importante limitation aux conclusions de l'étude.

Outre le champ géographique, l'interprétation de ces données doit tenir compte d'autres limitations. Tout d'abord, il convient de noter que l'outil utilisé aux fins de cette étude (voir l'annexe 1) est un outil expérimental, qui demande encore à être validé dans différents contextes et auprès de différentes populations. De ce fait, un score élevé dans l'outil n'indique pas nécessairement un risque accru de radicalisation ou d'extrémisme violent. L'obtention d'un score élevé indique plutôt dans quelle mesure ces facteurs connus sont présents dans les zones spécifiques étudiées, et non dans l'ensemble du pays. Les résultats obtenus ne doivent en aucun cas être généralisés aux pays ou à la région dans leur ensemble.

Les facteurs évalués dans l'outil ont été recensés grâce à une analyse de documents portant sur des pays de la région du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), ce qui permet de supposer qu'ils peuvent être appliqués dans des contextes similaires. Toutefois, compte tenu du caractère très particulier de l'extrémisme violent ainsi que des différences culturelles, l'application de cet outil en dehors de ces zones exige une adaptation et une validation préalables, au moyen de consultations avec des parties prenantes locales.

Une autre limitation concerne la taille d'échantillon des sous-groupes. Bien qu'une stratégie solide ait été employée afin de calculer la taille d'échantillon, ce calcul a été effectué au niveau des zones géographiques et sans tenir compte d'autres caractéristiques des sous-groupes, telles que la profession, l'âge, le sexe ou d'autres variables sociodémographiques.

Dès lors, l'échantillonnage par sous-groupe pourrait se révéler inadapté pour établir une relation statistique. Il convient donc d'interpréter cette ventilation avec prudence.

Symposium régional



Symposium régional organisé par l'ambassade de France au Burkina Faso à l'Institut français de Ouagadougou, les 20 et 21 septembre 2022

Après la réalisation des enquêtes et l'analyse de leurs résultats, le GCERF a réuni les bénéficiaires de financements du Burkina Faso, du Mali et du Niger ainsi que des parties prenantes externes concernées afin de discuter des principales conclusions de ces études de référence, à l'occasion d'un symposium régional. Ce symposium avait deux objectifs : 1) consolider les principaux résultats de référence à l'échelle des pays, en s'attachant à dégager les principales tendances régionales et 2) engager un dialogue avec les gouvernements, les bailleurs de fonds et d'autres parties prenantes, dans le cadre de discussions critiques.

Les bénéficiaires de financements ont présenté conjointement les principaux résultats lors d'un atelier externe auquel ont participé les gouvernements, les bailleurs de fonds, ainsi que des organisations de la société civile à Ouagadougou. Le symposium a approfondi deux grands thèmes, « Gouvernance politique, confiance de la communauté et extrémisme violent » et « Sentiments religieux, statut psychosocial individuel et extrémisme violent », à

travers deux groupes de discussion modérés par le G5 Sahel et le Mécanisme de soutien du Pays.

Conclusions

La section suivante présente les résultats généraux obtenus dans l'ensemble des zones couvertes par l'étude. Ces résultats (appelés « résultats régionaux ») seront ensuite comparés aux moyennes des résultats obtenus dans chaque pays (appelés « résultats par pays »). Comme mentionné précédemment, les résultats discutés dans cette section ne sont pas représentatifs de l'ensemble du Sahel ou de l'ensemble du Mali, du Burkina Faso et du Niger, mais seulement des zones dans lesquelles travaille le GCERF au sein de la région du Liptako-Gourma.

Concernant les scores généraux, la vulnérabilité à l'extrémisme violent à l'échelle de la région, toutes zones confondues, a été évaluée à 56,4 (sur une échelle de 120). Les zones étudiées au Burkina Faso sont celles qui obtiennent les scores les plus élevés, suivies par les zones du Niger (figure 1), dont les résultats sont supérieurs au deuxième quartile de l'outil (<60).

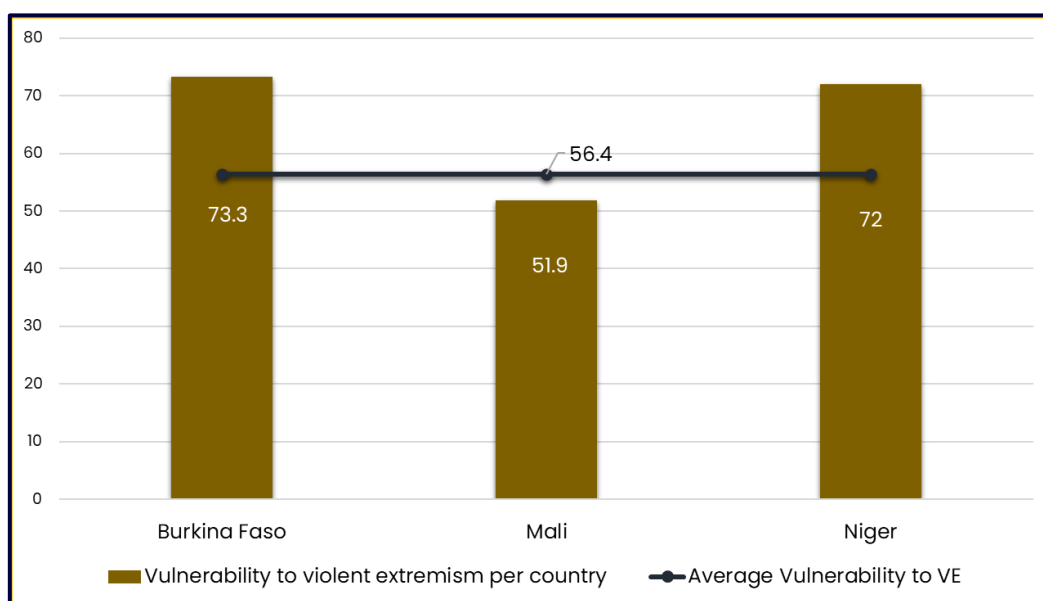


Figure 1 : Analyse comparative de la vulnérabilité à l'extrémisme violent par pays

Les facteurs personnels et psychologiques de vulnérabilité à l'extrémisme violent (mesurés sur une échelle de 30) s'établissent à une moyenne de 18 sur les trois pays (figure 2). Sur cet aspect, le Niger est le pays qui enregistre le score le plus élevé (16,2), suivi du Burkina Faso. Les scores de tous les pays dépassent le deuxième quartile (>15), ce qui incite à s'interroger sur la nécessité d'inclure des activités psychosociales et psychologiques dans toutes les interventions de prévention de l'extrémisme violent dans la région du Sahel.

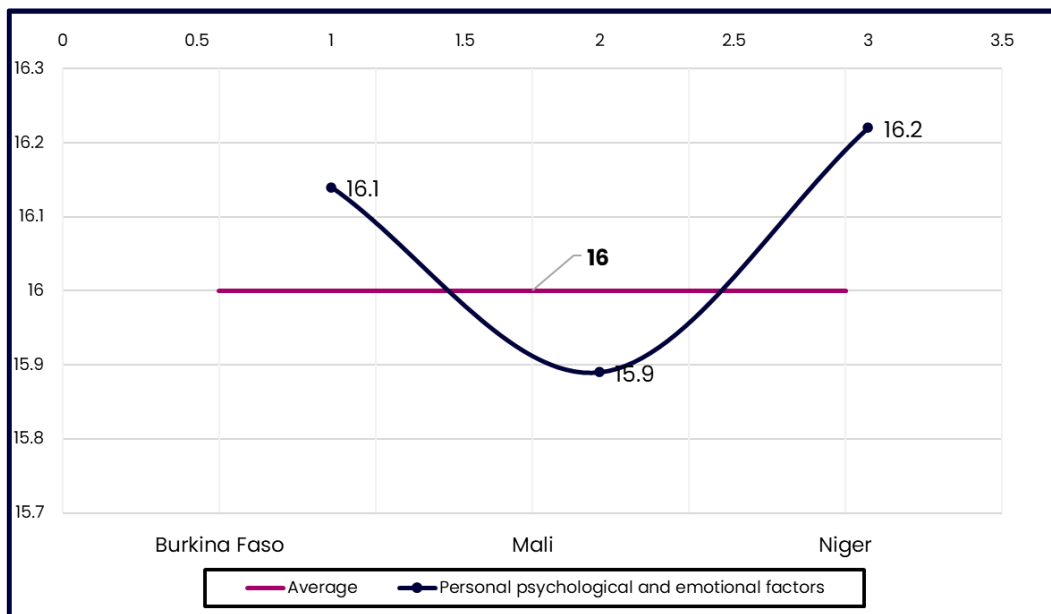


Figure 2 : Analyse comparative des facteurs personnels et psychologiques par pays

Les opinions en matière d'éducation et les croyances associées aux valeurs familiales traditionnelles (mesurées sur une échelle de 25) s'établissent à un score de 18,8 en moyenne (figure 3). Le score le plus élevé est enregistré par le Burkina Faso (20,7), suivi du Mali (18,6). Les différences étaient statistiquement significatives, ce qui soulève un enjeu qui appelle à être approfondi concernant le Burkina Faso. Il convient de noter que ces facteurs recueillent un score beaucoup plus élevé au Burkina Faso que dans les autres pays, en particulier en ce qui concerne les valeurs traditionnelles et la transmission de valeurs positives fortes.

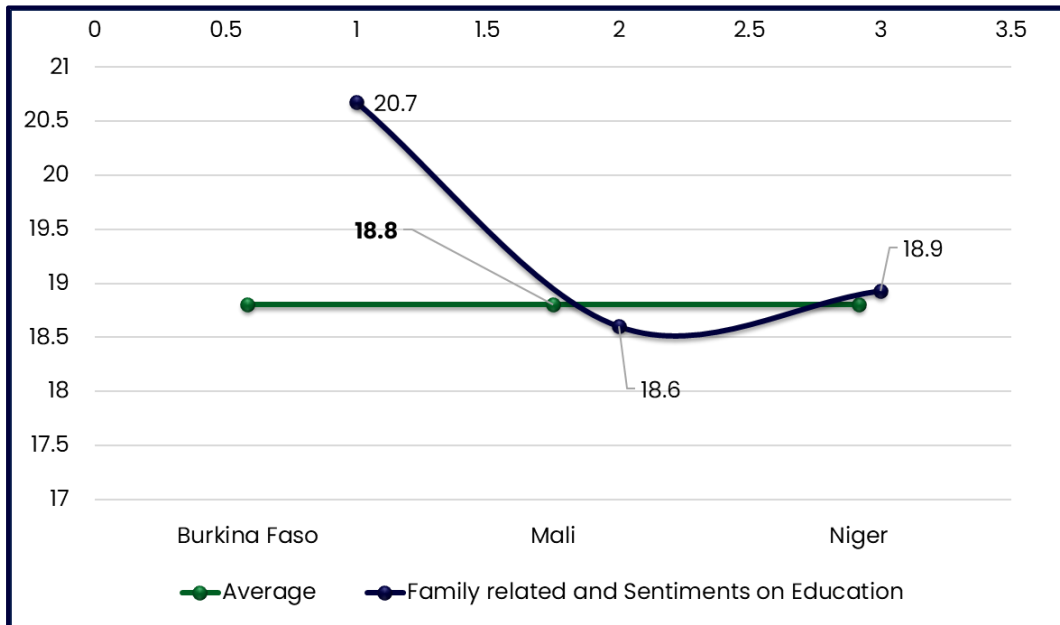


Figure 3 : Analyse comparative par pays des valeurs familiales et des opinions en matière d'éducation

Les structures politiques et de gouvernance (mesurées sur une échelle de 30) s'établissent à un score de 18,8 en moyenne (figure 4), avec un score particulièrement élevé au Burkina Faso (valeur-p de 0,005). Ces résultats montrent qu'une majorité de la population de la région, en particulier au Burkina Faso, est préoccupée par le climat politique. Sur cet aspect, les trois enjeux jugés les plus importants sont la perception que le système judiciaire ne fonctionne pas correctement, l'impunité, ainsi que l'injuste répartition des ressources.



GCERF

Global Community Engagement
and Resilience Fund

www.gcerf.org

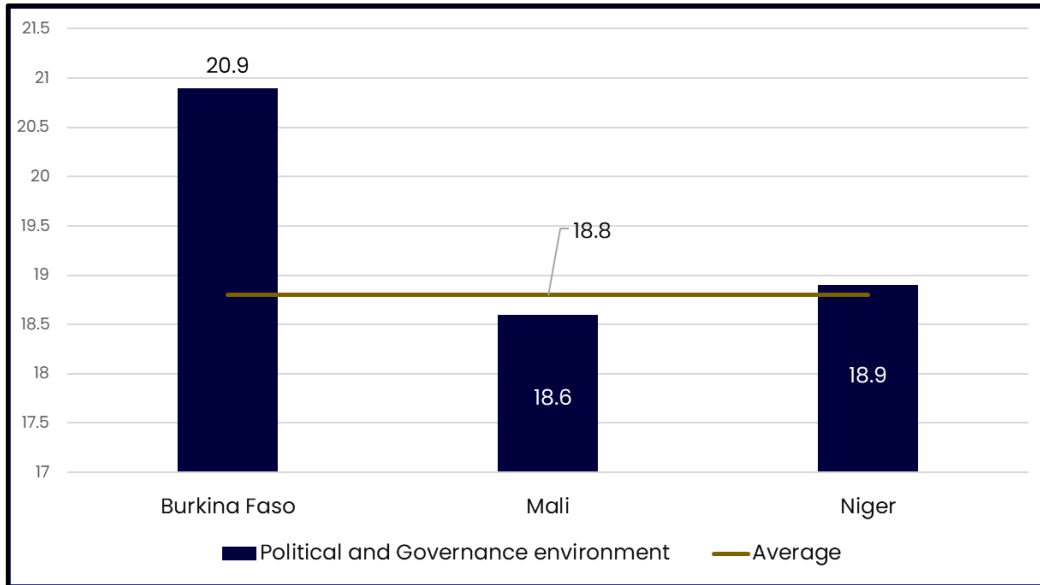


Figure 4 : Analyse comparative de la perception de l'environnement politique et de gouvernance par pays

Le bien-être et les perspectives économiques (mesurés sur une échelle de 25) recueillent un score de 11,3 en moyenne, le Mali obtenant le score le plus bas (voir la figure 5). La difficulté à obtenir des aides financières pour lancer une activité et le manque de possibilités d'emploi sont deux facteurs qui ont recueilli des scores plus élevés au Mali et au Burkina Faso qu'au Niger. Au Niger, toutefois, le manque de possibilités pour les jeunes de se marier ou d'acquérir une bonne position sociale en raison de la précarité économique constitue l'un des facteurs jugés les plus préoccupants.



GCERF

Global Community Engagement
and Resilience Fund

www.gcerf.org

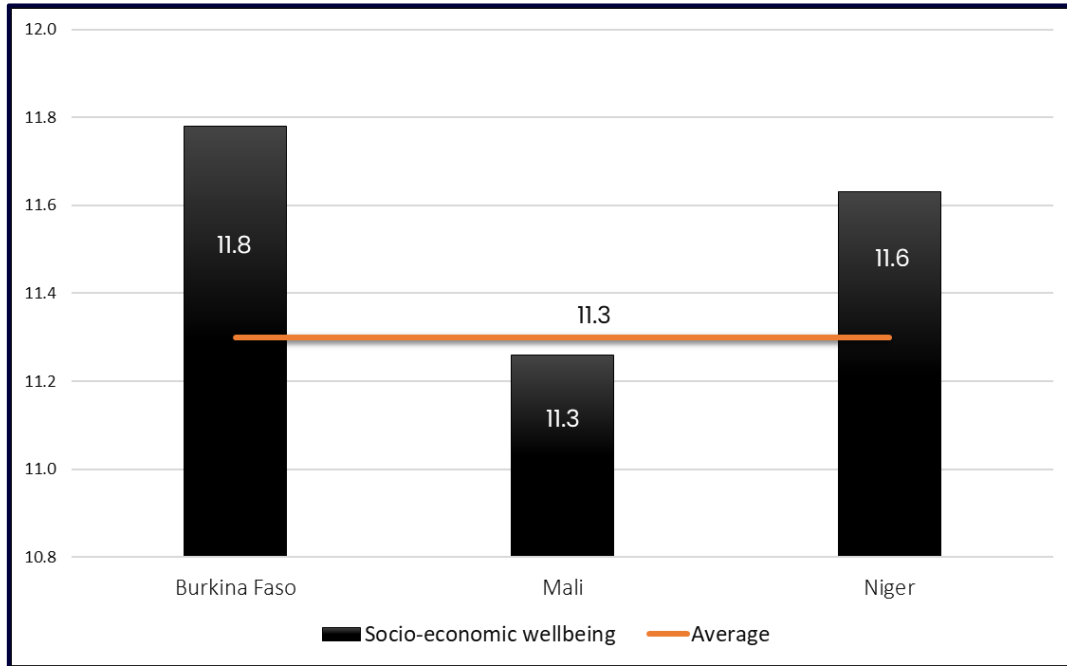


Figure 5 : Analyse comparative du bien-être et des perspectives économiques par pays

Les convictions religieuses et idéologiques (mesurées sur une échelle de 10) obtiennent un score de 6,2 en moyenne (figure 6). Les scores du Mali et du Burkina Faso s'établissent respectivement à 6,5 et 5,8. Le Niger obtient quant à lui le score le plus élevé (8,2). Si l'on ventile les données par facteur, le facteur « disposition à défendre sa religion quel qu'en soit le prix » est statistiquement élevé au Niger (moyenne de 4,3 sur une échelle de 5). Pour le même facteur, le Mali a obtenu un score de 3,8 (contre 2,6 pour le Burkina Faso).

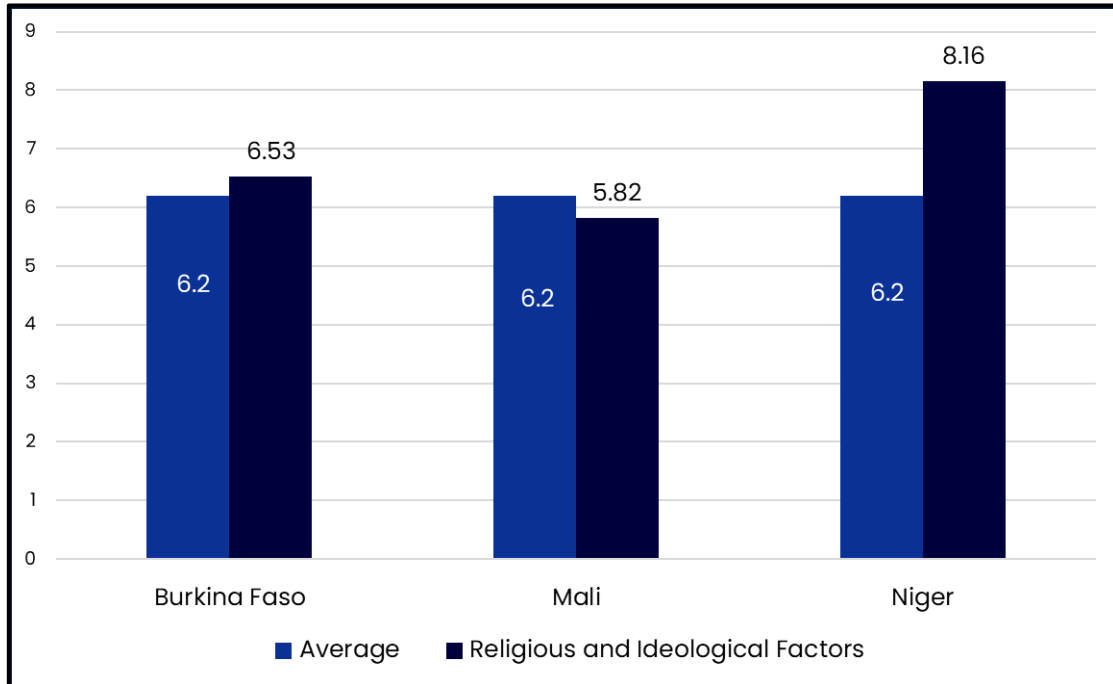


Figure 6 : Analyse comparative des facteurs religieux et idéologiques par pays

Corrélation avec la vulnérabilité à l'extrémisme violent

Au niveau régional, l'étude cherchait à analyser lesquels de ces facteurs étaient corrélés au risque potentiel de vulnérabilité à l'extrémisme violent. Parmi les cinq facteurs étudiés, il est apparu que plus les populations entretiennent d'opinions négatives sur l'environnement politique et la gouvernance, plus le risque de vulnérabilité à l'extrémisme violent est élevé. Un score élevé concernant les opinions relatives à l'environnement politique et à la gouvernance traduit donc une vulnérabilité accrue à l'extrémisme violent, et inversement (figure 7).

Comme le notent d'autres études^{10 11}, ce facteur est fondamental car les quatre autres en découlent. De faibles structures de gouvernance, qui ne parviennent pas à fournir des services sociaux de base, peuvent engendrer un sentiment de manque d'opportunités, de désespoir et de frustration au sein de la population, ce qui contribue à exacerber la vulnérabilité (comme indiqué dans la section relative à la conceptualisation). Cette notion est soutenue par Urdal (2006)¹², qui affirme que l'explosion de la jeunesse peut être liée à une hausse des attentes à l'égard du gouvernement. Or ces attentes accrues, lorsqu'elles ne sont pas satisfaites, peuvent déboucher sur de la violence.

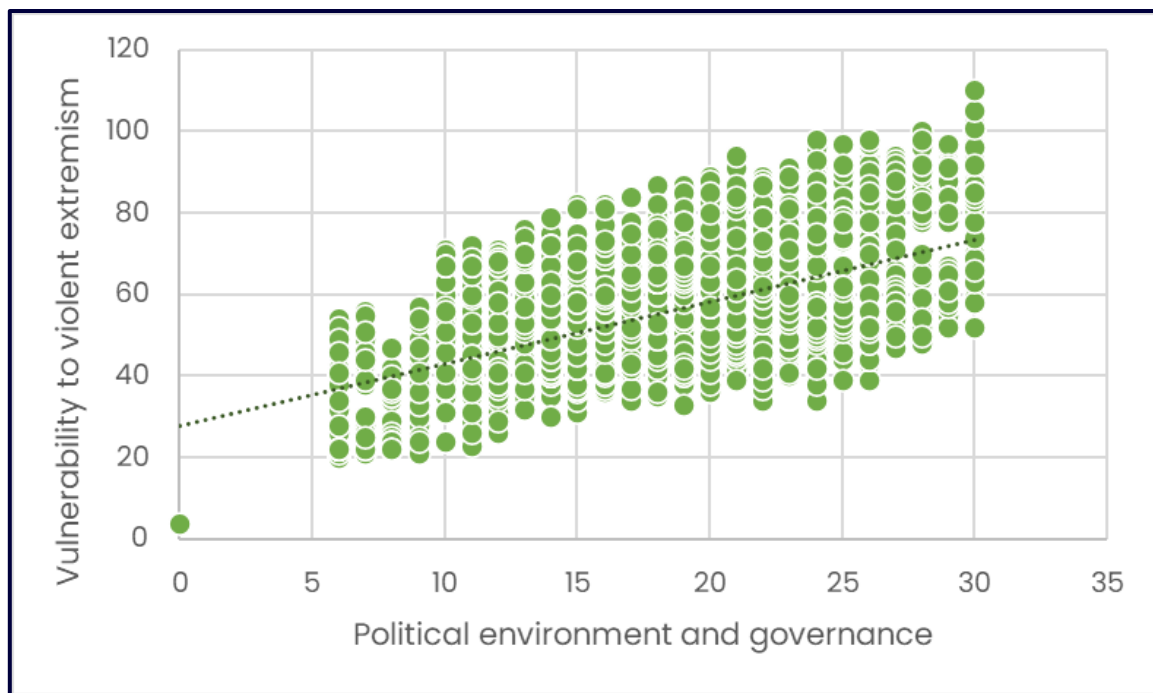


Figure 7 : Corrélation entre l'environnement politique et de gouvernance, d'une part, et la vulnérabilité à l'extrémisme violent, de l'autre

¹⁰ Le Roux, P., « Répondre à l'essor de l'extrémisme violent au Sahel ». *Bulletin de la sécurité africaine*. Centre d'études stratégiques de l'Afrique, National Defense University, Fort Lesley J. McNair, Washington, D.C., États-Unis, 2019.

¹¹ Fagbemi, F. et Fajingbesi, A., « Political violence: why conflicts can result from sub-Saharan African socioeconomic conditions ». *Journal of Business and Socio-economic Development* (avant impression), 2022.

¹² Urdal, H., « A clash of generations? Youth bulges and political violence ». *International studies quarterly*, vol. 50, n° 3, 2006, p. 607-629.

Implications de l'étude

Les résultats de cette étude mettent en lumière quatre principales implications qu'il convient de prendre en compte en vue de l'élaboration de programmes ou de politiques :

1. L'utilisation d'un outil multidimensionnel pour évaluer la vulnérabilité à l'extrémisme violent a permis de mettre en évidence le caractère complexe de ce phénomène, qui est le produit d'une multitude de facteurs personnels, économiques, politiques, religieux et historiques. Il en découle que les interventions visant à lutter contre l'extrémisme violent au Sahel doivent reposer sur une vision systémique et complexe. Comme le suggère Mokaddem (2019)¹³, les interventions visant à prévenir l'extrémisme violent devraient se fonder sur une théorie de la transformation des conflits, ce qui suppose une évaluation complète des causes, des conditions structurelles et des interactions régionales dynamiques entre acteurs.
2. L'instabilité politique, la mauvaise gouvernance et les opinions négatives à l'égard du système politique peuvent créer de la frustration et un manque de confiance. Tels sont certains des facteurs qu'exploitent les groupes extrémistes violents pour recruter des membres. D'un point de vue programmatique, il serait utile d'encourager les échanges entre les autorités locales et les communautés afin de modifier ces opinions négatives. Il a été prouvé que les échanges de ce type permettent de renforcer la transparence et la confiance, qui peuvent constituer des facteurs de résilience face à l'extrémisme violent^{14 15}.
3. Si le renforcement des systèmes communautaires est important pour prévenir l'extrémisme violent, le ciblage de groupes spécifiques « à risque » pourrait également constituer une mesure essentielle. L'évaluation a permis d'identifier certains groupes, tels que les communautés pastorales et les anciens combattants,

¹³ Mokaddem, S. H., « Stability and security in Africa: the role of hard and soft power ». 2019.

¹⁴ Holzer, M., Melitskin, J., Rho, S. Y. et Schweser, R., « Restoring trust in government: The potential of digital citizen participation ». *Frontiers of Public Administration*, vol. 6, 2004, p. 6-23.

¹⁵ Di Napoli, I., Dolce, P. et Arcidiacono, C., « Community trust: A social indicator related to community engagement ». *Social Indicators Research*, vol. 145, 2019, p. 551-579.

comme étant potentiellement plus vulnérables, bien que la taille de l'échantillon appelle à une certaine prudence à l'égard de ces résultats. Par conséquent, la mise en place d'interventions ciblées auprès de ces groupes spécifiques pourrait constituer un levier pour réduire la vulnérabilité et développer la résilience.

4. Comme le confirment d'autres études^{16 17 18}, les scores de vulnérabilité enregistrés dans ces zones du Niger, du Mali et du Burkina Faso confirment l'idée que les zones frontalières sont particulièrement à risque. Cette vulnérabilité accrue s'explique par un ensemble de facteurs, tels que le commerce des armes et de la drogue, le vol de bétail ou encore l'exploitation artisanale de l'or, entre autres. Cette situation se trouve exacerbée par des tensions historiques déjà présentes parmi les groupes de ces zones. Un travail spécifique sur ces dynamiques complexes pourrait s'avérer efficace pour prévenir l'extrémisme violent dans la région.

Prochaines étapes

À la suite de cette analyse, les prochaines étapes sont les suivantes :

1. **Validation des résultats par une deuxième série d'enquêtes par pays :** Ces enquêtes sont destinées à confirmer la viabilité de l'outil dans le contexte du Sahel. Elles couvriront différentes zones géographiques du Sahel, avec une taille d'échantillon similaire. À l'issue de cette deuxième série d'enquêtes, une analyse factorielle confirmatoire sera effectuée afin de valider le niveau de certitude de l'outil pour prédire la vulnérabilité à l'extrémisme violent.
2. **Réalisation d'études thématiques spécialisées :** Les résultats obtenus fournissent d'intéressants aperçus, qui seront explorés plus en détail. Deux de ces études prévoient une analyse comparative du degré de vulnérabilité à l'extrémisme violent

¹⁶ Assanvo, W., Dakono, B., Thérout-Bénoni, L.A. et Maïga, I., « Violent extremism, organised crime and local conflicts in Liptako-Gourma ». 2019.

¹⁷ Idahosa, S.O. et Abiodun Bakare, I., « Conceptualisation of regional instability in Sahel: modelling ABM-AfriLand-Rebel Approach ». *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 40, n° 2, 2022, p. 190-205.

¹⁸ Alexander, Y., *Terrorism in North Africa and the Sahel in 2014*. 2015. Inter-University Center for Terrorism Studies (administré conjointement par le Centre international d'études sur le terrorisme du Potomac Institute for Policy Studies et le Centre interuniversitaire d'études juridiques de l'International Law Institute).



GCERF

Global Community Engagement
and Resilience Fund

www.gcerf.org



des anciens combattants par rapport aux communautés. Une autre étude analysera l'extrémisme violent au sein des communautés agropastorales, afin de comparer dans quelle mesure ces communautés se distinguent des autres pour ce qui est des facteurs de vulnérabilité à l'extrémisme violent. Au-delà de cela, la question de savoir pourquoi les communautés du Niger sont guidées par de puissantes convictions religieuses mérite d'être approfondie. Le GCERF travaillera avec ses partenaires de mise en œuvre afin de concevoir et de mettre en œuvre des évaluations qualitatives permettant d'explorer cette question.

3. **Diffusion continue des résultats:** Le GCERF continuera de rechercher d'autres moyens de diffuser ces résultats, par exemple par l'intermédiaire d'autres symposiums de recherche, des publications universitaires, des réunions de parties prenantes (notamment des bailleurs de fonds) ou encore par la Global Action Platform.



GCERF

Global Community Engagement
and Resilience Fund

www.gcerf.org



Annexe 1 : Éléments de mesure de la vulnérabilité à l'extrémisme violent

Facteurs personnels et psychologiques

1. La violence m'aide à me faire respecter.
2. Je pense avoir très peu de possibilités positives dans ma vie.
3. Je ne me sens pas en sécurité dans ma communauté.
4. Je pense qu'en toutes circonstances, il est bon de faire justice soi-même.
5. Le manque d'équité et de justice dans le monde/dans mon pays/dans ma communauté me met en colère.
6. J'ai honte car je suis en retard dans ma vie (par rapport à mes pairs).
7. Je ne suis pas certain du but de ma vie.

Valeurs familiales et opinions en matière d'éducation

1. Je trouve que les valeurs traditionnelles ne sont plus respectées dans ma communauté.
2. Je trouve que les écoles de ma zone n'offrent pas une éducation de bonne qualité.
3. Je trouve que la société ne transmet pas de solides valeurs positives.
4. Il existe une déconnexion entre les études suivies et les possibilités offertes par le marché de l'emploi.
5. Ma communauté ne dispose pas des infrastructures nécessaires pour permettre aux jeunes de faire des études supérieures.

Convictions religieuses et idéologiques

1. Je suis prêt à défendre ma religion, quel que soit le prix à payer.
2. Selon moi, il existe une seule interprétation correcte de la religion.

Perception de l'environnement politique et de gouvernance



GCFER

Global Community Engagement
and Resilience Fund

www.gcerf.org



1. Je trouve que les ressources sont réparties inégalement dans ma communauté.
2. Je pense que les gens ne sont pas suffisamment punis lorsqu'ils ont mal agi.
3. J'ai des griefs contre la police ou l'armée.
4. L'État n'est pas capable d'assurer la sécurité des citoyens de ma région.
5. Le gouvernement n'assure pas de services de base dans la zone où je vis.
6. Le système judiciaire ne fonctionne pas correctement.
7. Il existe de la colère dans ma communauté au sujet de certaines politiques du gouvernement.
8. Il existe de la colère dans ma communauté au sujet de certaines politiques du gouvernement.

Bien-être et perspectives socio-économiques

1. Il n'y a pas assez de possibilités d'emploi dans ma communauté.
2. Il n'y a pas assez de possibilités d'emploi en lien avec les formations intéressantes proposées dans ma communauté.
3. Il est difficile d'obtenir des financements pour lancer de petites ou moyennes entreprises ou initiatives.